



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME : LA PARITÉ EFFECTIVE HOMMES-FEMMES D'ICI 2030



UN Photo / MINUSCA

En République Centrafricaine, les actions menées par le Gouvernement de Transition dans le cadre de l'égalité des genres sont de multiples ordres. La « relecture et soumission au Conseil National de Transition de la loi sur la parité ; la célébration des fêtes des pères et mères; l'implication des femmes et enfants dans le processus de réconciliation nationale ; la création de l'unité de police d'intervention rapide pour la répression des violences basées sur le genre ; la formation des magistrats pour la répression des actes de

violences basées sur le genre », figurent, en bonne place parmi les avancées notables en faveur de la lutte pour les droits des femmes.

« Brisons les chaînes de la peur pour bâtir la paix en Centrafrique ! », ou encore « Madame la Présidente, les femmes de Centrafrique vous expriment toute la gratitude pour avoir œuvré au retour de la paix en Centrafrique », tels étaient les slogans figurant sur les bannières hissées à l'intérieur du Stade Omnisports de Bangui où s'est déroulée la célébration de la

► ► Suite à la page 02

SOMMAIRE

- **Journée internationale de la femme: la parité effective hommes-femmes d'ici 2030 ► page 01**
- **Bangui: les femmes Unpol au chevet des orphelins et enfants abandonnés du centre de la mère et de l'enfant ► page 02**
- **Journée internationale de la Femme : La MINUSCA aux côtés des déte-**
- **nues de la prison de Bimbo ► page 03**
- **Journée Mondiale de la Femme : Les femmes se mobilisent pour la réconciliation ► page 04**
- **Journée internationale de la femme : un « cross » pour la reconstruction ► page 05**
- **La journée internationale de la femme célébrée avec faste à Bossan-**
- **goa et à Bouca ► page 05**
- **Les agents pénitentiaires à l'école de la lutte contre les violences basées sur le genre en milieu carcéral ► page 06**
- **Campagne de sensibilisation sur la culture de la paix et la non-violence au lycée moderne de Bossangoa ► page 07**

► Suite de la page 01

UN Photo / MINUSCA



Journée Internationale de la Femme, le 8 mars 2016.

Célébrée sous le thème mondial « *Planète 50-50 d'ici 2030* », cette journée qui a réuni plus de 3000 personnes a été marquée par plusieurs activités culturelles, sous le patronage de la Présidente de Transition, Catherine Samba Panza. Plusieurs hautes personnalités avaient également répondu présent, notamment le Premier ministre Mahamat Kamoun, les membres du gouvernement, du Conseil National de Transition (CNT), la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et Adjointe au Chef de la MINUSCA, Diane Corner et des ambassadeurs accrédités à Bangui.

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et Adjointe au Chef de la MINUSCA, a indiqué que la journée internationale de la femme « *commémore une longue lutte inlassable et pacifique menée par les femmes à travers le monde pour revendiquer leurs droits en tant qu'être humain et membre à part*

entière de la société. » Et d'ajouter qu'elle « *vise à attirer l'attention sur les conditions de vie des femmes et susciter des actions devant contribuer à l'amélioration de leur statut dans la société.* » Pour Diane Corner, en effet, les Nations Unies se sont engagées dans le développement des programmes en soutien aux efforts déployés dans le cadre de la prévention et la réponse aux violences sexuelles, y compris la protection et la prise en charge psycho sociale et médicale des victimes, l'accompagnement juridique (...) C'est la raison pour laquelle « nous continuerons à soutenir les efforts des autorités nationales dans le cadre de la promotion et la participation des femmes au processus du dialogue politique. »

Catherine Samba Panza a, quant à elle, appelé toutes les femmes à promouvoir la cohésion sociale, garant du retour définitif à la paix. Pour atteindre l'objectif de 2030, elle a appelé « *toutes les filles de la Centrafrique à se mettre effectivement au travail, à aller à l'école.* » ●

BANGUI : LES FEMMES UNPOL AU CHEVET DES ORPHELINS ET ENFANTS ABANDONNÉS DU CENTRE DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT

UN Photo / MINUSCA



La Journée Internationale de la Femme, le 8 Mars, a été célébrée en Centrafrique par diverses manifestations dans la ville de Bangui. La MINUSCA, en appui aux autorités locales a fait de cette journée un moment de prise de conscience par des activités visant à promouvoir la cohésion sociale et le Vivre ensemble.

Ainsi, les femmes de l'UNPOL (Police de la Mission) ont effectué un don de vivres au Centre de la mère et de l'enfant à Bangui. La commissaire



UN Photo / MINUSCA

Yvette Zombre Boni présidente des femmes de l'UNPOL a donné les raisons de cette action de bonne volonté : « Nous avions fait une visite dans ce centre et avons compris par ce passage que ces enfants avaient besoin d'un appui c'est pourquoi nous avons décidé en tant que femmes et mères de leur venir en aide en ce jour spécial où la femme est à l'honneur »

La délégation de la MINUSCA était conduite par le Commissaire de Police, Luis Carrilho. A la réception du don, la gestionnaire du Centre Mme Georgine BOINDO s'est dit très émue « Compte tenu de la crise que traverse notre pays, nous rencontrons en

ce moment des problèmes de trésorerie. Nous n'avions pu faire face aux obligations de prendre soin de ces enfants que grâce aux œuvres de bonne volonté et ce geste des femmes de la MINUSCA est un grand soulagement pour nous... Je ne peux que leur dire un grand merci. »

Le Centre de la Mère et de l'Enfant est un établissement placé sous le ministère des Affaires sociales et de la Promotion du Genre. Ce centre accueille des enfants abandonnés, orphelins et vivants avec le Vih. Sa capacité d'accueil est de 100 enfants mais il n'en compte qu'une vingtaine pour le moment •

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME : LA MINUSCA AUX CÔTÉS DES DÉTENUES DE LA PRISON DE BIMBO

LDans le cadre des activités marquant la célébration de la Journée Internationale des Droits de la femme, la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSCA a organisé, ce mardi 8 mars 2016, en collaboration avec le Ministère de la Justice, une matinée récréative au sein de la prison pour femmes située dans la banlieue de Bangui, au quartier Bimbo.

Des dons en vivres et autres dons en nature effectués par la MINUSCA, des chants, danses, démonstrations diverses et exposition vente de produits fabriqués par les détenues elles-mêmes, ont meublé ce temps de partage et de cohésion.

« Célébrer la journée internationale de la femme au niveau de la maison d'arrêt, c'est non seulement donner aux femmes détenues un moment de gaieté, mais aussi les inviter à une réflexion sur leur situation. Votre présence constitue en soi, un moment de réconfort car, elles comprendront qu'elles ne sont pas abandonnées à leur sort et que la société ne les a pas rejetées. C'est aussi une occa-

sion pour les encourager dans leurs peines ; les amener à ressentir leur rôle de femmes et mère. Malgré la poursuite et la peine prononcée à leur égard, le rôle de la femme ne s'arrête pas. », a expliqué la cheffe de l'unité des affaires pénitentiaires de la MINUSCA, Ingrid Jeunhomme, représentant le chef de la Section des Affaires Judiciaires.

En effet, Au regard de l'intérêt que les Nations Unies accordent à la question de l'égalité des droits entre l'homme et la femme, la célébration de cette journée est importante particulièrement aux cotés des femmes privées de leur liberté et incarcérées dans cette prison. C'est pourquoi, la MINUSCA a tenu à apporter son soutien aussi bien financier que technique à la célébration de cette journée à la prison de Bimbo.

« Les femmes en détention ont besoin de notre soutien pour leur permettre de faire face aux dures réalités du monde carcéral. C'est pourquoi, dans le cadre de son mandat, la MINUSCA apporte son soutien au Ministère de la Justice en vue de l'amélioration de

leurs conditions de vie et de détention mais aussi du suivi de leurs dossiers judiciaires », a également souligné Mme Jeunhomme.

Pour l'année 2016, le thème international de la célébration de la Journée Internationale de la Femme est : « Planète 50-50 d'ici 2030 : Franchissons le pas pour l'égalité des sexes ». Un accent sera mis sur les moyens d'accélérer l'Agenda de 2030, sur la création d'un élan pour la mise en œuvre effective des nouveaux Objectifs de Développement Durable, des nouveaux engagements dans le cadre de l'initiative « Franchissons le pas » de ONUFEMMES et d'autres engagements existants des autres partenaires sur l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et les droits des femmes.

La République centrafricaine n'est pas en reste de ce mouvement global et cette année le Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion du Genre, et de l'Action Humanitaire a aussi décidé de s'aligner à la thématique internationale tout en la contextualisant à travers le thème national

suivant : « *Hommes et Femmes, ensemble reconstruisons la RCA* ». En effet, les différentes crises politico-militaires qui ont secoué la Centrafrique ont davantage compliqué la situation des femmes et des filles victimes de violences basées sur le genre, de violences sexuelles et démobilisés les associations féminines. Une situation déplorée par le régisseur de la prison, Roger N'Gaka-

Passi, qui a profité de l'occasion pour remercier la MINUSCA pour son soutien constant à l'amélioration des conditions de vie carcérales et à la formation des agents pénitentiaires, et solliciter davantage d'attention de la part des partenaires du monde pénitentiaire centrafricain.

Rappelons que de par son mandat de restauration de l'autorité de l'Etat, la MINUSCA vient en appui au sys-

tème pénitentiaire national, par le biais d'un vaste programme de renforcement des capacités techniques et professionnelles du personnel. Elle répond ainsi à la recommandation des états généraux de la Justice centrafricaine tenus en 2007 et portant, entre autres, sur l'adoption d'une stratégie nationale de réforme du système pénitentiaire •

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME : LES FEMMES SE MOBILISENT POUR LA RÉCONCILIATION



En prélude à la Journée Internationale de la Femme le 8 mars, une cérémonie de mobilisation a été organisée au rond-point du 5^{ème} arrondissement, le samedi 6 mars, et qui a mobilisé les habitantes de tous les arrondissements de Bangui en ce lieu « désormais symbole de l'unité » selon la ministre des Affaires sociales et de la Promotion du genre Mme Eugénie Yarafa. Placé sous l'égide des ministères des Affaires sociales et du Genre et de celui de la Réconciliation nationale et appuyé par la MINUSCA, cet événement a été rehaussé par la présence de la Ministre des Affaires sociales Mme Eugénie Yarafa, du Directeur de cabinet du Ministère de la réconciliation nationale, Mr Ephrem

Kosh KOMBA et de celle de la Représentante Adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Diane Corner.

« *Les femmes veulent par cette cérémonie se mettre au-devant de la réconciliation, briser les barrières qui ont été érigées par la récente crise* » Dans son allocution d'ouverture, la présidente du comité de mobilisation, Madame Cécile Gueret, a ainsi souligné le but de ce grand rassemblement.

Dans son adresse aux femmes présentes à cette cérémonie, Mme Diane Corner a tenu à souligner le rôle primordial qu'a joué la femme centrafricaine dans la recherche de la paix : « *Il est l'heure pour les femmes,*

en Centrafrique, comme ailleurs de devenir actrices de stabilisation et de paix en utilisant tous les moyens que la démocratie leur offre....Et ici on voit la réalité : ce sont les femmes qui sont au cœur de la réconciliation à Bangui et partout en Centrafrique » Poursuivant dans le même sens, elle a aussi montrer son optimisme et sa fierté d'être en présence des femmes aussi dynamiques : « *nous commémorons cette année, la journée internationale de la femme sur le thème de "Planète 50-50 d'ici 2030 : franchissons le pas pour l'égalité des sexes !". Je me réjouis de vivre cette journée avec des femmes engagées qui sont en ce jour la promesse de continuer à œuvrer pour la parité* ».

Clôturant les allocutions, la ministre des Affaires sociales et de la Promotion du genre a appelé les femmes à « *relever le défi en matière de réconciliation et que cette cérémonie soit la preuve du resserrement du lien communautaire brisé* »

Avant d'entonner l'hymne national pour clore la cérémonie, les femmes ont pris l'engagement solennel d'être désormais aux avant-gardes de la réconciliation.

Il est à noter qu'en marge de la journée internationale de la femme le 8 Mars, la MINUSCA a appuyé les autorités de Transition dans différents événements pour marquer le rôle que doit jouer la femme dans le processus de réconciliation en Centrafrique •



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME : UN « CROSS » POUR LA RECONSTRUCTION

UN Photo / MINUSCA



Elles étaient autour de 300 femmes vêtues de T-shirts bleus et jaunes sur lesquels on pouvait lire : « Hommes-femmes, mobilisons-nous pour reconstruire notre pays ! », le thème retenu pour le Cross de ce samedi 5 mars 2016 qui ouvrait la série d'activités prévues dans le cadre de la journée internationale de la Femme, le 8 mars 2016.

Le point de départ de ce Cross qui s'est achevé au Stade Boganda de Bangui, était le quartier général de la MINUSCA. Les participantes

étaient des membres de la Police de la MINUSCA, de la police nationale et les habitantes des 8 différents arrondissements de Bangui. Deux médecins UNPol suivaient attentivement les marcheurs avec ambulance et équipements médicaux nécessaires.

« Nous voulons être les flambeaux du retour définitif de la paix en Centrafrique, car nous sommes à l'origine de la vie », a lancé, enthousiaste, une marchande. Et à une autre de renchérir : « Pendant la crise, c'est nous qui souffrions en

premier lieu, raison pour laquelle nous devons être les premières à travailler au profit du retour définitif de la paix ; et le sport est l'un des outils les plus efficaces pour y parvenir. »

L'organisatrice de l'activité, Yvette Boni Zombré de la Police de la MINUSCA, a souligné que l'objectif de ce cross est « d'interpeller toutes les femmes à une l'unité pour être plus forte dans la lutte, surtout contre les violences faites aux femmes et pour les droits de l'homme en général. »

Le Capitaine de la Police centrafricaine, Léa Dabanga abondant dans le même sens que sa collègue UNPol, dira que « ce Cross est un signal pour montrer que les femmes sont capables comme leurs maris ou leurs frères de faire de grandes choses. »

Signalons que cette activité figure parmi d'autres prévues jusqu'à la journée internationale de la femme, le 8 mars 2016. La MINUSCA apporte son soutien logistique dans la préparation de ces événements •

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME CÉLÉBRÉE AVEC FASTE A BOSSANGOA ET A BOUCA

C'est en présence des autorités locales que les femmes de toutes les couches sociales issues de l'Association des Femmes Unies pour la Paix et le Développement (AFUPAD) et de l'Organisation des Femmes de la Centrafrique, (OFCA) de la préfecture de l'Ouham, ont célébré avec la MINUSCA, les 8 et 10 mars 2016, respectivement à Bossangoa et à Bouca, la journée internationale de la femme autour du thème : « Hommes-Femmes, ensemble reconstruisons notre pays ». Dans ces deux localités, cette journée a été marquée par une rencontre

sportive et un atelier d'échanges et de sensibilisation.

Madame le préfet de l'Ouham, Clotilde Namboï, a saisi cette occasion pour remercier la MINUSCA pour ses multiples actions en faveur de la paix et surtout des femmes de la République Centrafricaine (RCA). Elle a félicité les femmes pour leur acte patriotique au plus fort de la crise avant de les encourager à militer pour la cohésion sociale.

« Au plus fort de la crise militaro-politique, vous vous n'êtes pas dérogées du rôle de pacificatrice. Vous avez été de véritables com-

battantes de la paix et de la réconciliation auprès des différents groupes armés. Nous sommes à l'ère de la cohésion sociale et vous devez vous investir pleinement pour que ce concept ne soit pas qu'un vain mot. », a déclaré madame Namboï.

« Notre pays attend les bras aussi bien des hommes que des femmes pour son relèvement. », a-t-elle ajouté.

Pour sa part, Wilfried Relwendé Sawadogo, de la section DDR, chef de la MINUSCA-Bossangoa par intérim, a partagé avec l'assemblée

le message du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de cette journée.

Quant à la présidente de l'AFU-PAD, Ruth Nganawara et celle de l'OFCA, Lydie Ziki, elles ont salué la participation massive des femmes à cette journée et ont plaidé pour plus d'attention à l'égard des femmes afin qu'elles soient plus actives dans la reconstruction

de la République Centrafricaine (RCA).

Au cours de cette célébration, les femmes ont pu échanger, s'instruire et être sensibilisées sur la protection des droits de la femme ; la cohésion sociale et la paix ; la femme face aux conflits répétés en RCA ; les conflits armés et le VIH/SIDA. Ces différents thèmes ont été présentés par la MINUSCA, l'Orga-

nisation des Nations unies pour la population (UNFPA) et le Ministère des Affaires sociales.

Une rencontre de football féminine, des sketchs et des danses traditionnelles ont permis aux femmes en provenance des sept sous-préfectures de la préfecture de l'Ouham de célébrer à l'unisson et dans la joie, la journée internationale de la femme •

LES AGENTS PÉNITENTIAIRES À L'ÉCOLE DE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCE BASÉES SUR LE GENRE EN MILIEU CARCÉRAL



Un atelier sur les questions liées au genre et aux violences sexuelles en milieu pénitentiaire a débuté ce 10 mars, en présence de 30 régisseurs des maisons d'arrêts de Centrafrique. L'objectif de cet atelier de deux jours est de renforcer les connaissances et les capacités des agents pénitentiaires dans la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre en milieu carcéral.

L'atelier est organisé à l'initiative de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et en collaboration avec le ministère de la Justice, et per-

mettra aux participants d'être mieux informés sur les différentes formes de violences basées sur le genre en milieu pénitentiaire, en identifier les causes et les conséquences et envisager des mécanismes de prévention.

En raison des dernières crises socio-politiques qui ont affecté le pays, les établissements pénitentiaires font face à la problématique des violences sexuelles basées sur le genre. «*Malgré les efforts des Etats à prévenir et à condamner les violences contre les femmes en général, le milieu carcéral reste et demeure un lieu où prospère ce type de négation de notre humanité*», s'est indigné Fortuné Dako de

la section des affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA lors de la cérémonie d'ouverture de l'Atelier. Ses propos ont été corroborés par ceux du représentant du ministère de la Justice, Etienne Koyagué. Il a assuré de la volonté de son département à lutter efficacement contre les violences basées sur le genre dans les établissements pénitentiaires.

Ce module de formation sera reconduit pour les greffiers, les surveillants et les semainiers le 17 et 18 mars prochain.

L'atelier constitue une réponse du Gouvernement de transition centrafricain et de la MINUSCA d'aligner les établissements pénitentiaires sur les dispositions internationales en prenant les mesures nécessaires au plan législatif et réglementaire afin de réorganiser l'administration pénitentiaire. Cette réorganisation est également un pas supplémentaire vers une plus grande promotion des droits humains et une meilleure sensibilisation aux questions liées au genre et à la lutte contre les violences basées sur le genre.

Parmi ces mesures, il convient de citer la loi n°12.003 du 12 avril 2012, fixant les principes fondamentaux du régime pénitentiaire en République Centrafricaine qui évoque non seulement le principe de séparation des détenus en fonction de leur sexe mais aussi un régime de détention prenant en compte la spécificité de chaque catégorie de détenus •

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LA CULTURE DE LA PAIX ET LA NON-VIOLENCE AU LYCÉE MODERNE DE BOSSANGOA



UN Photo / MINUSCA

C'est dans l'optique d'inculquer aux jeunes les vertus de la paix, de la tolérance, de l'amour, du pardon et du respect et d'éliminer en eux toutes germes de violence pour un climat apaisé à l'école et une stabilité durable en République Centrafricaine que la MINUSCA a procédé, le mercredi 2 mars 2016, au Lycée Moderne de Bossangoa, au lancement d'une campagne de sensibilisation sur la culture de la paix et la non-violence en milieu scolaire, dénommée : « Je m'engage ». Cette cérémonie a été suivie d'une séance de sensibilisation à l'intention des élèves de la classe de 6ème.

La Division des Droits de l'homme, les Observateurs Militaires (Milobs), l'Assistance Electorale et le Bureau de l'information Publique ont pris part à ce lancement qui a mobilisé plus d'un millier d'élèves.

Dans son allocution, le proviseur dudit Lycée, Sylvain Nganafio, a chaleureusement remercié la MINUSCA pour cette initiative qui va contribuer à la normalisation de la situation éducative.

« Durant les graves crises qui ont secouées notre pays, beaucoup de jeunes scolarisés se sont lancés dans cette bataille et l'esprit de violence a primé sur la tolérance et la recherche de la paix. Ce n'est pas facile de les ramener sur le droit chemin. Votre action est donc la bienvenue pour le bon fonctionnement de l'école », a-t-il déclaré. Par ailleurs, M. Nganafio a exhorté les élèves à être disciplinés et très attentifs aux différents enseignements au cours de cette campagne de sensibilisation de proximité. Il a également saisi cette occasion pour interpeller la MINUSCA sur l'absence d'une bibliothèque et d'une salle multimédia dans ce Lycée.

Au nom de la délégation de la MINUSCA, Madame Eustorie Nyirakariza de la Section des Droits de l'homme a félicité les élèves pour leur présence massive. Elle les a encouragés à s'inscrire résolument dans la dynamique de paix et de réconciliation en adoptant un comportement responsable et citoyen.

« La Centrafrique de demain c'est vous, alors vous devez dès maintenant vous engagez à être des artisans de la paix et de la non-violence », a indiqué Mme Nyirakariza.

Les Observateurs Militaires, les représentants de la Division des Droits de l'homme, ceux du Bureau Electoral Régional ainsi que ceux de l'Information Publique ont expliqué leur mandat respectif aux élèves de la 6ème avant de les sensibiliser par la méthode participative sur la culture de la paix et la non-violence.

A leur tour, les élèves ont posé des questions pour mieux comprendre les différents thèmes abordés. Une séance de question-réponses a permis à la délégation de la MINUSCA d'offrir des tee-shirts de la mission aux élèves.

Au terme de cette rencontre, les élèves de la 6ème du Lycée Moderne de Bossangoa se sont engagés à cultiver la paix et à prôner la non-violence pour la reconstruction harmonieuse de la République Centrafricaine.

Il faut préciser que cette campagne de sensibilisation de la MINUSCA se poursuivra dans les différentes classes du Lycée Moderne de Bossangoa qui compte 2500 élèves cette année •

LA POLICE COMMUNAUTAIRE POUR LEVER LES BARRIÈRES ENTRE FORCES DE SÉCURITÉ ET POPULATIONS



UN Photo / MINUSCA

L« L'espoir unit le peuple ! » est l'adage cité par la conseillère principale du Maire du 3^e arrondissement de Bangui, Fitta Kona Marie Joseph lors de la clôture de la sensibilisation sur la police communautaire, à l'endroit de toute la population de la capitale par la Police de la MINUSCA depuis janvier 2016. C'était à l'Ecole Koudoukou au PK5.

Plusieurs personnalités étaient présentes à cette cérémonie : le Ministre de la Sécurité publique et de l'Emigration-Immigration, le Général Chrysostome Sambia, le Maire central de Bangui, Yacynthe Wodobode, le Commissaire de la Police de la MINUSCA, Luis Carrilho, le directeur général de la Gendarmerie, Colonel Valentin Kikobe, les Maires et les commissaires de police des 8 arrondissements de Bangui.

L'objectif de la police communautaire souligné lors de la sensibilisation dans les 8 arrondissements de Bangui et ses banlieues (Bimbo et Bégoua) est d'avoir une police

proactive répondant aux sollicitations des populations, et des communautés plus participatives aux actions de lutte contre la criminalité et l'insécurité. Mais aussi d'aboutir à la prévention des crimes, à l'établissement d'un partenariat avec les communautés, à générer la crédibilité des Forces de Police et de Gendarmerie, et à renouveler la confiance des populations à l'égard de ces forces, et à restaurer la paix.

Le point focal de la police communautaire au sein de l'UNPOL, Rebecca Nnanga, dira : « nous avons le devoir de mûrir, de maintenir et de consolider le partenariat entre la MINUSCA, les Forces de sécurité intérieures et la population. »

Renforçant cette idée, le Commissaire de Police de la MINUSCA rappellera que « la police appartient à la population. » et soulignera l'importance de ce partenariat dans l'amélioration de la situation sécuritaire et sociale du pays.

Le Général Chrysostome Sambia évoquera, quant à lui la nécessité d'un comportement exemplaire de

la police à l'égard des populations avant de souhaiter qu'il n'y ait plus de barrières entre policiers et populations.

Pour rappel, dans le cadre du projet de la police communautaire, la MINUSCA a déjà formé 118 éléments la police et la gendarmerie centrafricaines et 18 policiers de la Mission qui vont travailler avec leurs collègues nationaux. Leur but est de travailler main dans la main avec la population pour renforcer la sécurité et travailler sur des projets visant à relever le niveau des populations. Le projet commence à Bangui et ses banlieues (Bimbo et Bégoua), mais s'étendra dans tout le pays, selon le Commissaire de la Police de la MINUSCA, Luis Carrilho.

Le mandat de la MINUSCA prévoit d'appuyer et de coordonner l'assistance internationale fournie à la police, et d'aider les autorités de transition à élaborer et à exécuter des programmes de lutte contre la violence communautaire ●

L'ONU DÉCORE 58 CASQUES BLEUS BURKINABÈ DE SA MÉDAILLE DE LA PAIX



UN Photo / MINUSCA

Tous officiers de la police judiciaire affectés à la Police de la MINUSCA (UNPol), les 58 Casques bleus (dont 17 femmes) décorés ce vendredi 4 mars 2016 de la médaille de la paix de l'ONU servent en tant qu'officiers individuels (recrutés individuellement pour servir au niveau de la Police de la MINUSCA). Ces récipiendaires ont été décorés par la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et Adjointe au Chef de la MINUSCA, Diane Corner, en présence d'autres personnalités.

Parmi ces dernières on peut citer le Ministre en charge du Développement du monde rural, Marie Noëlle Koyara ; le Commissaire de la Police de la MINUSCA, Luis Carrilho ; le Commissaire adjoint de la Police de la MINUSCA, Roland Zamora ; le Chef du pilier développement au sein de la Police de la MINUSCA, Calixte Kpede et le Chef du personnel au sein de la Police de la MINUSCA, Hector Martial Founa7.

Les Casques bleus burkinabè de la Police de la MINUSCA sont arrivés en Centrafrique le 28 août 2014. Tous occupent des fonctions de conseillers dans la mission. Ils s'investissent au quotidien dans

l'assistance aux forces de sécurité intérieure centrafricaines (police et gendarmerie) dans leur tâche de protection des personnes et des biens.

Le commandant du contingent des Casques bleus burkinabè, Jonas Dabou a estimé que cette décoration était méritée, car « *dès l'ouverture de la MINUSCA, les récipiendaires ont fait preuve d'abnégation et de rigueur.* » Cependant, le commandant contingent a conseillé à ses collègues de « poursuivre cet effort » afin de prouver davantage leur professionnalisme et l'image d'intégrité du pays.

A son tour, le Commissaire de la Police de la MINUSCA a souligné que « *la médaille de l'ONU symbolise la reconnaissance des Nations Unies pour les risques et efforts consenties par ses Casques bleus dans la restauration de la paix et l'Etat de droit dans les pays où ils servent.* » Luis Carrilho est, par ailleurs, satisfait que deux des récipiendaires travaillent étroitement avec leurs confrères centrafricains dans le projet de police communautaire qui vise à rapprocher davantage les forces de sécurité et la population, et à exécuter des projets de développement communautaire.

L'adjointe au Chef de la MINUSCA a souhaité aux récipiendaires plein succès dans leur travail de tous les jours surtout au niveau des deux piliers importants que sont la protection des civils et la restauration de l'Autorité de l'Etat. Diane Corner leur a demandé de doubler surtout d'effort pour la lutte efficace contre les violences basées sur le genre et la protection des enfants. Elle s'est réjouie que le contingent burkinabè de la Police de la MINUSCA compte 17 femmes dont deux sont des chefs d'équipes.

Les Casques bleus du Burkina Faso ont commencé à être déployés dans les missions de maintien de la paix en 1998 en République centrafricaine (RCA). Ils ont servi également au Burundi, au Tchad et au Soudan (Darfour). A ce jour, ils servent aussi dans six pays en crise, à savoir la République Démocratique du Congo (RDC), le Mali, la Côte d'Ivoire, le Soudan du Sud. Pour le compte de la MINUSCA, les Casques bleus burkinabè ont entamé leur mission le 28 aout 2014.

L'effectif global des casques bleus burkinabè dans le monde est de 2.782 dont 92 femmes •

LES ENFANTS DE L'ÉCOLE KOU-DOUKOU CÉLÈBRENT LA JOURNÉE DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION AVEC LA MINUSCA

UN Photo / MINUSCA



Les élèves de l'Ecole Koudoukou, dans le 3e arrondissement de Bangui, ont célébré ce jeudi 10 mars la journée internationale de la radio et de la télévision en faveur des enfants avec une série d'activités dont l'enregistrement sur Radio Guira FM d'un cours d'éducation civique et le nettoyage de l'école par le génie de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

L'école Koudoukou qui accueillait plus de 5000 élèves avant la crise, n'en compte plus que 596 aujourd'hui, dont 304 filles et 294 garçons. «Ces élèves bénéficient des enseignements dispensés par des enseignants-parents – qui n'ont pas été formés - car les instituteurs hésitent toujours à revenir dans cette zone en proie aux violences», a témoigné Patricia Feïssona, parent d'élèves et assistante du maire du 3ème arrondissement de Bangui. Elle a exhorté les partenaires comme la MINUSCA à œuvrer au retour des instituteurs pour un enseignement de qualité pour tous les élèves.

Comme l'a souligné l'inspectrice de l'enseignement de la zone de Bangui 1, Patricia Ngombré, sur les 22 écoles que compte cette zone, seule l'école Koudoukou n'est pas opérationnelle, d'où la nécessité d'une action l'urgence. Elle s'est cependant félicitée de l'engagement des ensei-

gnants-parents et de leur volonté de prendre en main l'éducation des enfants.

L'aménagement d'une aire de jeu dans l'enceinte de l'établissement, la formation des maitres parents, la mise en place d'un poste de santé dans les locaux de l'école et le renforcement de la sécurité de la clôture de l'établissement sont autant de conditions qui permettraient à l'école Koudoukou de renouer avec son lustre.

En réponse aux préoccupations soulevées, le chef du Bureau de la communication et de l'information publique de la MINUSCA, Myriam Dessables, a mentionné la possibilité d'examiner avec les responsables académiques de l'établissement, la réhabilitation du bâtiment de l'administration à travers le programme des Projet à impact rapide de la Mission. Elle a rappelé que dans le cadre de son mandat de protection des civils, la MINUSCA a déjà affecté des casques bleus à la sécurisation et à la protection de l'école.

Enfin, Myriam Dessables s'est réjouie de la participation de la MINUSCA à cette expression de la volonté du vivre ensemble, de la culture de la cohésion sociale et de la réconciliation entre les fils et filles de Centrafrique. «La MINUSCA est fière de vos efforts et vous assure de son indécible détermination à soutenir cette initiative en faveur des enfants », a-t-elle souligné •

UN SPECTACLE AUTOUR DE LA COHÉSION SOCIALE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU CENTRE CULTUREL DU 4ÈME ARRONDISSEMENT

L'alliance française de Bangui a organisé au Centre culturel et sportif du 4ème arrondissement un spectacle autour de la question de cohésion nationale et de la sécurité alimentaire. "La soupe de Sidonie" met en scène un couple où le mari, Boubacar est musulman et la femme Sidonie, chrétienne. Sidonie, responsable d'une ONG doit recevoir pour un déjeuner, "Big boss", un blanc auprès duquel elle espère "un retour sur investissement", terme récurrent dans la pièce. Une nourriture à l'africaine ou à l'europeenne? Cela va être un dilemme pour cette famille. Appuyé par la FONDS Mondial pour l'Alimentation, ce spectacle vise aussi à promouvoir les vertus sanitaires et nutritionnelles des aliments locaux. Selon François Grosjean le directeur de l'Alliance Française " ce spectacle a pour but de promouvoir la cohésion sociale car il est articulé autour d'un problème qui sera résolu par une famille multiconfessionnelle. Il permet aussi au public de connaître les « richesses » que constituent les aliments qu'on trouve en Centrafrique "

Notons que le projet de construction du centre culturel du 4ème arrondissement est conjointement financé par la Mission Multidimensionnelle Intégrée MINUSCA, le Fonds des Nations unies pour la Population, l'UNFPA et par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation et la Culture, UNESCO •



LE CONTINGENT ZAMBIEN DÉCORÉ DE LA MÉDAILLE DE LA MINUSCA

UN Photo / MINUSCA



Le Bataillon 1 du contingent zambien de la MINUSCA a été décoré de la médaille de l'ONU le jeudi 10 mars à Birao. Cette cérémonie de décoration a été présidée par l'adjoint du Commandant de la Force de la MINUSCA, le Major-General Ahmed Shafuddin, en présence de plusieurs autres personnalités militaires et civiles de la Mission dont le Chef du Contingent Zambien, le Lieutenant-Colonel Kelvin Chiyangi.

Dans son adresse aux soldats du Contingent, l'Adjoint au Commandant de la Force a salué « *la persévérance, le dévouement et la*

bravoure pour la noble cause de la paix et de la stabilité en République Centrafricaine. » ; il rappellera par ailleurs la contribution loyale de la Zambie aux missions de paix depuis plus de 20ans. De manière particulière, il remerciera le Chef du contingent pour son « *leadership et sa gestion des événements durant la crise de juin 2015.* »

Au cours de l'année écoulée, le contingent Zambien a apporté son assistance à des écoles, à des organisations de jeunes et à des orphelinats et a fourni une assistance médicale à de nombreuses communautés locales, notamment

dans la préfecture de la Vakaga où il est basé.

Le premier Bataillon Zambien est arrivé en RCA pour le compte de la MINUSCA le 30 avril 2015 et est devenu opérationnel le 23 mai de la même année. Il a accompli avec brio toutes les tâches qui lui ont été assignées. Déployé à Birao, le contingent assure la couverture sécuritaire de la préfecture de la Vakaga, mais étend son influence opérationnelle sur la Ouadda Djalle, la Sam Ouandja et la Ouadda dans la préfecture de la Haute Kotto afin d'assurer le mandat prioritaire de la MINUSCA qui est la protection des civils.

La Zambie est un grand contributeur de troupes pour les missions de l'ONU. Ces différentes missions l'ont successivement porté sur des théâtres d'Operations en Irak et en Iran ; au Tchad, au Mozambique, au Rwanda, en Angola, au Kosovo, en Erythrée-Ethiopie, au Liberia, en Sierra-Leone, en Somalie en République démocratique du Congo et au Burundi •

ABUS ET EXPLOITATION SEXUELLES : POUR QUE KAGA BANDORO DEVienne UN MODÈLE DE L'ACTION DE LA MINUSCA

UN Photo / MINUSCA



Depuis l'avènement de la MINUSCA, le secteur de Kaga Bandoro (nord, préfecture de la Nana Grébizi) n'a enregistré aucun cas d'abus ou d'exploitation sexuels. Un constat dont se réjouit le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Parfait Onanga-Anyanga, en visite de travail dans la localité ce mardi 15 mars 2016, pour le lancement officiel des activités du groupe de travail (Task force) pour la prévention

des exploitations et abus sexuels.

« Nous voulons que cette performance se poursuive et nous voulons que Kaga Bandoro devienne un modèle de notre action, non seulement pour la promotion de la Tolérance Zéro, mais surtout pour que nous atteignions notre objectif de Zéro nouveau Cas d'abus sexuels à la MINUSCA », a-t-il souhaité, encouragé par l'initiative du chef du bureau de Kaga Bandoro de réunir l'ensemble des autorités locales et la famille des Nations unies présente dans la localité en vue de prévenir le mal.

Le Chef de la MINUSCA était accompagné, pour l'occasion, du Commandant de la Force, le Général Balla Keita, du Commissaire de la Police de la Mission, Luis Carrilho, du Directeur adjoint du support de la Mission, Emmanuel Komla Agawu et de la Cheffe de l'Unité Conduite et Discipline, Mme Carmen Perez-Salas.

En présence du groupe de travail pour la prévention des exploitations et abus sexuels, composé de la MINUSCA et de toutes les agences des Nations Unies opérant dans la région, la délégation venue du quartier général de la MINUSCA à Bangui a inscrit l'objectif de la présente visite dans sa volonté de porter un message clair : rappeler

que la MINUSCA est déterminée à mettre fin aux abus et exploitations sexuels. « C'est une mission qui n'aura aucune complaisance envers tous ceux qui dans ses rangs voudront profiter de la multitude pour se cacher et continuer à mener ces actes odieux. Nous sommes venus ici dire que la Mission est en guerre contre les abus sexuels et que c'est un combat que nous allons réussir », a promis le Représentant spécial.

Faut-il le rappeler, le 11 mars 2016, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2272, qui prend plusieurs mesures visant à s'assurer que tout acte d'exploitation ou d'atteinte sexuelles commis par des soldats de la paix sera puni. Un texte destiné à « envoyer un message fort sur le fait que le Conseil de sécurité soutient fermement la politique de tolérance zéro dans les cas d'abus ou d'exploitations sexuels commis par des troupes censées protéger les civils ».

A l'issue de sa rencontre avec les humanitaires en mission dans la région, les autorités locales et la société civile, notamment les organisations de femmes, la délégation a renouvelé l'engagement de la Force et de la Mission dans sa totalité à tenir son engagement de Protection des civils, pilier primordial

de son mandat en République centrafricaine. Kaga Bandoro fait face, en effet, à une insécurité grandissante du fait du grand banditisme et des viols massifs de femmes (plus de 700 cas de violences basées sur le genre et une trentaine de cas de viols au cours des deux derniers mois, selon l'Organisation des Nations Unies pour la Population –UNFPA- sur place).

Pour pallier ces problèmes, le Chef de la MINUSCA a réitéré la ferme résolution de la MINUSCA à faire appliquer, à Kaga Bandoro, la mesure de zone exempte d'armes. « Nous avons été clairs que nous allons lever toutes les barricades posées dans la ville. Nous sommes conscients que c'est un défi immense, mais nous prendrons les mesures pour faire cesser ces activités criminelles », a-t-il fait savoir.

Une visite au camp des déplacés situé au sein de l'archevêché de Kaga Bandoro a permis au Représentant spécial et à sa suite de s'imprégner des réalités de vie des populations ayant fui les combats au plus fort de la crise. Il les a assurés du soutien constant de la MINUSCA avant de les inviter à la cohésion et à l'espoir de lendemains meilleurs pour la RCA, un espoir qui prend peu à peu forme avec l'élection des nouveaux dirigeants du pays •

EN LIGNE | ONLINE

MINUSCA

Votre site d'information multilingue sur la Centrafrique et ses relations avec les Nations Unies. Disponible sur smartphone.

Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones.

Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique | Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic.

<https://minusca.unmissions.org>

<https://facebook.com/minusca.unmissions> | https://twitter.com/LIN_CAR | <https://www.radiocarphonos.com/photos/unminusca/>